

Histoire d'Orne

Première partie

Préambule

Pour un historien soucieux de la vérité, constater qu'une partie de son travail est utilisée sans autorisation, que textes et documents sortis de leur contexte sont tronqués et détournés par des individus malveillants ou incultes (souvent les deux à la fois), constitue un outrage insupportable. Si ces pratiques, consistant à s'affranchir de l'éthique minimum qui sied aux historiens et que respectent les vrais journalistes, représentent une malhonnêteté intellectuelle, elles peuvent manifestement s'apparenter à du "négationnisme" quand leur seul but est de jeter le discrédit sur d'autres personnes.

Les emprunts répétés faits dans un numéro ancien de notre revue nous a incité à revisiter l'histoire de la rivière qui traverse notre ville depuis sa sortie du territoire d'Homécourt jusqu'à l'entrée sur celui de Moyeuve-Grande.

Les conséquences de huit décennies d'industrialisation

Dans un article publié en 1995, nous avons évoqué les grandes inondations qui, en 1947 et 1958, avaient touché la Lorraine en général et le bassin de l'Orne en particulier. Pour suivre et tenter de comprendre ces événements liés à l'industrialisation de la vallée depuis Auboué jusqu'à Richemont, et notamment à l'accumulation de rejets effectués par les usines, entraînant un envasement du lit mineur de la rivière, nous renvoyons le lecteur à la revue "*Chroniques Joviciennes*" n° 5.

Dès le début de la décennie cinquante, les responsables des 15 communes riveraines du cours meurthe-et-mosellan de Olley à Jœuf avaient souhaité agir afin d'éviter la répétition cyclique du phénomène. Cette prise de conscience collective avait donné naissance au S.C.R.O. ("Syndicat des communes riveraines de l'Orne"). Mais pendant plusieurs années, ce syndicat intercommunal qui, dès sa création est présidé par un élu jovicien, éprouve des difficultés pour mettre en œuvre ses objectifs, notamment pour imposer aux industriels l'épuration de leurs rejets, et pour trouver le financement des travaux. C'est donc de la fin des années 1960 jusqu'en 1988 que le S.C.R.O. entreprend le chantier de curage et de calibrage de la rivière.

Cela n'était pas le sujet de notre article et nous n'avions pas abordé cet aspect particulier de l'histoire de la rivière. Nous savions bien cependant que de l'eau s'était écoulée sous le pont de l'abattoir et le pont routier menant au site de l'usine ! Nous savions surtout qu'en l'espace d'un demi-siècle, le visage de la rivière avait beaucoup changé : oui, l'Orne d'aujourd'hui n'est plus l'Orne de 1958 ! Cela aurait mérité un autre article, article nécessitant des recherches longues et approfondies.

Il se trouve que, grâce à la visibilité et au sérieux de notre travail, il y a quelque temps, plusieurs personnes nous ont confié archives et documentation intéressantes sur le sujet. L'étude et l'exploitation de ces documents a été commencée depuis un peu plus de deux années. Mais, compte tenu du programme éditorial annuel de la revue, la publication d'un article sur ce sujet n'est pas encore à l'ordre du jour. C'est pourquoi nous offrons aux lecteurs de notre site une vision assez complète du traitement dont a bénéficié le cours de la rivière, des importants travaux que l'on résume souvent sous l'expression "*Curage de l'Orne*".

Il deviendra évident pour chacun qu'avant d'affabuler sur un hypothétique avenir des berges proches du cours d'eau, il serait d'abord judicieux de bien connaître l'histoire de la rivière.

Ceux qui aiment les documents photos vont être servis !



Vue de l'Orne près du pont de la Java à Homécourt au début des années 1960.



Le cours de l'Orne à Homécourt en aval du pont derrière l'usine alimentaire de la Solpa (début des années 1960).



Vue des sinuosités de l'Orne à Homécourt, sur l'arrière de la Solpa et du stade Albert Lebrun. Au premier plan, la passerelle édifiée par l'usine Sidelor d'Homécourt (cliché début des années 1960).



Vue de l'Orne en amont du vieux Jœuf. Au niveau du pont ferroviaire menant sur la rive gauche à l'ancien moulin à scories d'Homécourt, la rivière entre pour moitié sur le ban communal de la ville (cliché G. Eustache, au début des années 1960).

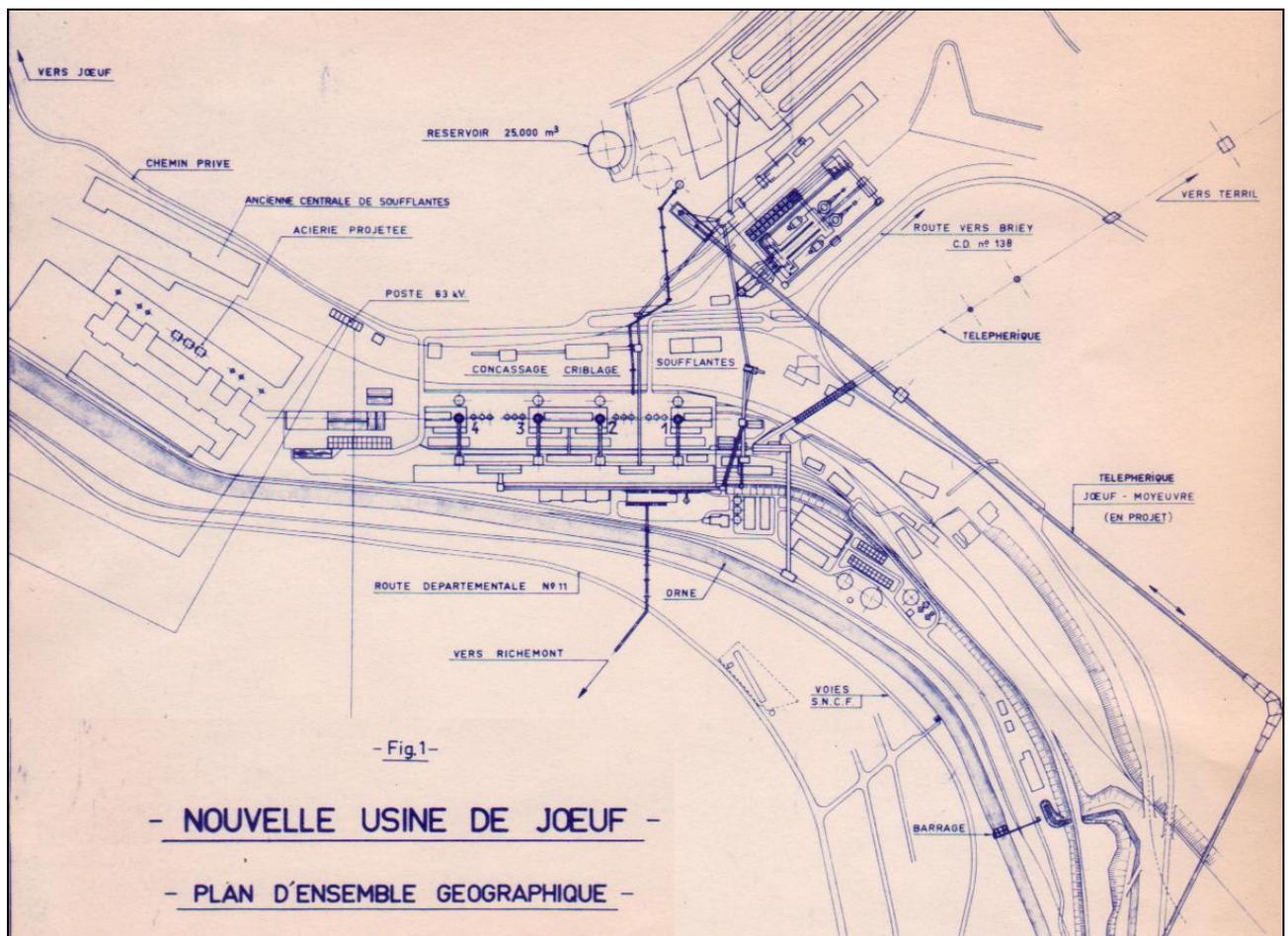
Avec l'édification des hauts fourneaux J1 et J2, première modification importante

En remblayant une partie du lit majeur de la rivière, le crassier établi à Haropré semble avoir joué un rôle dans la localisation des débordements de février 1958. Inachevés et interrompus au début de l'hiver 1957, les travaux d'élargissement réalisés dans la zone névralgique de l'ancien moulin de Ravenne se sont avérés insuffisants pour contrecarrer l'effet de barrage induit par le nouveau crassier d'Haropré. Ces travaux à la charge de l'industriel seront poursuivis dans le courant d'année 1958.

Par ailleurs, il faut savoir que le transfert de plus de 500 000 m³ de crasse, opération nécessaire à la construction de la nouvelle division de hauts fourneaux, a également apporté des modifications importantes en aval du territoire jovicien, sur la commune de Moyeuve.

Au cours des années 1958/1959, sur la partie de la vallée précédemment occupée par les sinuosités de l'Orne et par le terril de laitier accumulé pendant 80 ans, la rivière est détournée et ripée le long de la voie ferrée S.N.C.F. L'ancien barrage de Beth alimentant l'usine de Moyeuve est démolé et reconstruit.

Ce barrage est également appelé à jouer un rôle de régulateur en cas de crue de la rivière.



Plan de la nouvelle division de hauts fourneaux des Forges de Jœuf (deux fourneaux géants sur les 4 ici prévus seront édifiés entre 1958 et 1964). L'Orne est déviée, rectifiée et repoussée contre les voies SNCF. Sur la droite, le nouveau barrage de Beth.

Les travaux de curage d'Homécourt à Jœuf (juin à décembre 1967)

Il se passe encore neuf années, consacrées à l'achèvement des études par les services intéressés et à la recherche de financements, avant que le S.C.R.O. soit à pied d'œuvre pour concrétiser son importante mission. Sous l'impulsion de René Baillard, qui a succédé à Maurice Peltier à la présidence du S.C.R.O., les premiers travaux sont réalisés en 1967 sur les territoires d'Homécourt et Jœuf, deux des communes les plus touchées par les colères de l'Orne au cours de la décennie précédente.

Le cahier des charges adopté le 2 février 1967 précise la nature des travaux : "*curage et recalibrage de l'Orne sur le territoire des communes d'Homécourt, Briey et Jœuf*", entre le pont d'Homécourt (dit de la Java) et un point situé à 80 mètres en aval du viaduc de l'usine Sidelor (au saut Pierre-de-bar) , ainsi qu'entre un point situé 230 mètres en aval du pont de l'abattoir de Jœuf et un point situé 280 mètres en amont du pont d'entrée de l'usine De Wendel.

La réalisation de ce programme n'aura pas d'impact sur toute la longueur du cours de la rivière ; pour atteindre cet objectif, il faudra effectuer un "*curage d'ensemble*", précise le mémoire explicatif des travaux. "*Cependant l'effet maximum sera atteint sur les zones inondables de Jœuf et d'Auboué. Ne seront plus touchés par les crues annuelles 31 immeubles à Jœuf et 19 immeubles à Homécourt. 16 autres immeubles seront encore inondés, mais le niveau atteint par l'eau sera très inférieur au niveau atteint actuellement, et les dégâts en conséquence très diminués*", indique le même document émanant du service hydraulique des Ponts-et-Chaussées, qui précise enfin que "*les barrages existants doivent être remis en état par les industriels et exploités de manière à être complètement éclipsés en période de crue*".

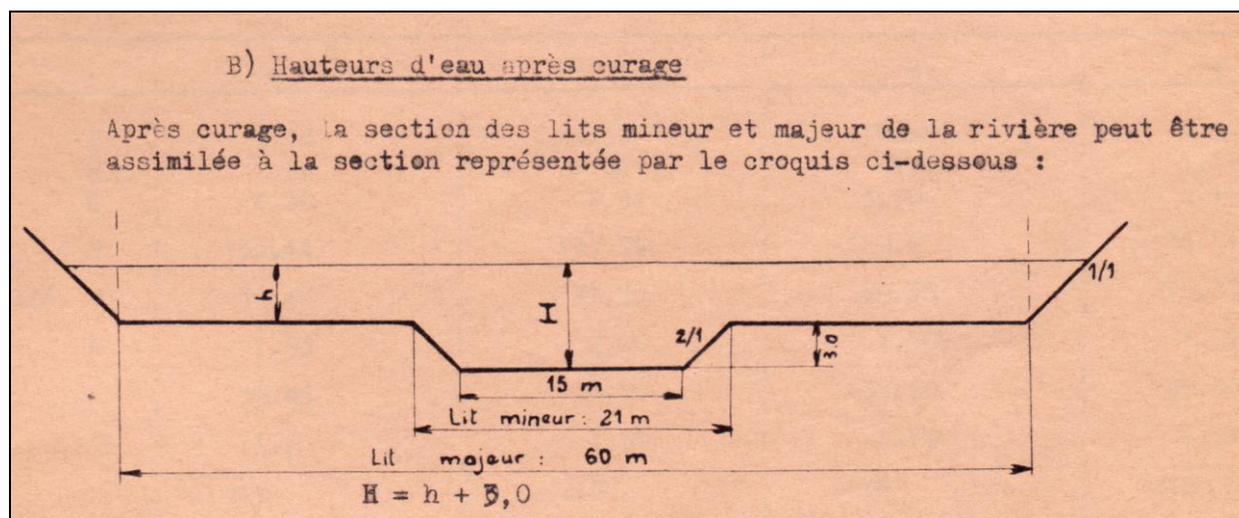
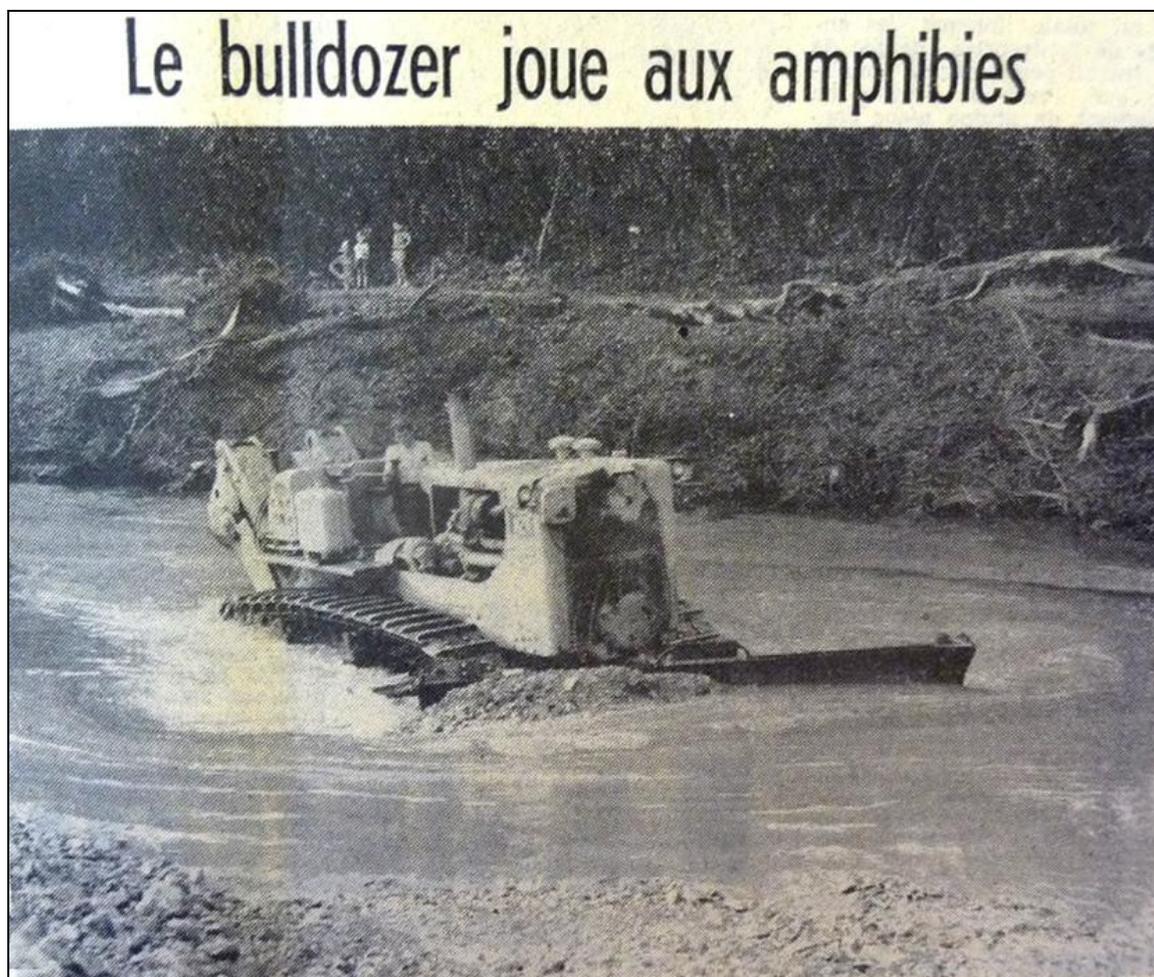


Schéma figurant dans le mémoire explicatif rédigé par le service hydraulique des Ponts-et-Chaussées de Meurthe-et-Moselle. Dans la section de l'Orne concernée, la crue annuelle est évaluée à $220 \text{ m}^3/\text{seconde}$. Aussi la hauteur d'eau maximum prévue (H) varie de 3,70 à 4,20 m selon les sections de la rivière. De fait, la hauteur supplémentaire au niveau du lit mineur (h) varie de 0,87 à 1,20 m.

Ainsi, à titre d'exemple, au pont de l'abattoir, la cote du fond (altitude par rapport au niveau de la mer) doit être de 173,72 m et la cote de la ligne d'eau de 177,42 m.

Le plan général des travaux adopté, l'appel d'offre est lancé par le Syndicat, et l'entreprise nancéienne Hetzel, adjudicataire du chantier, peut se mettre à la tâche en mai-juin 1967. Elle dispose de six mois pour réaliser les travaux.

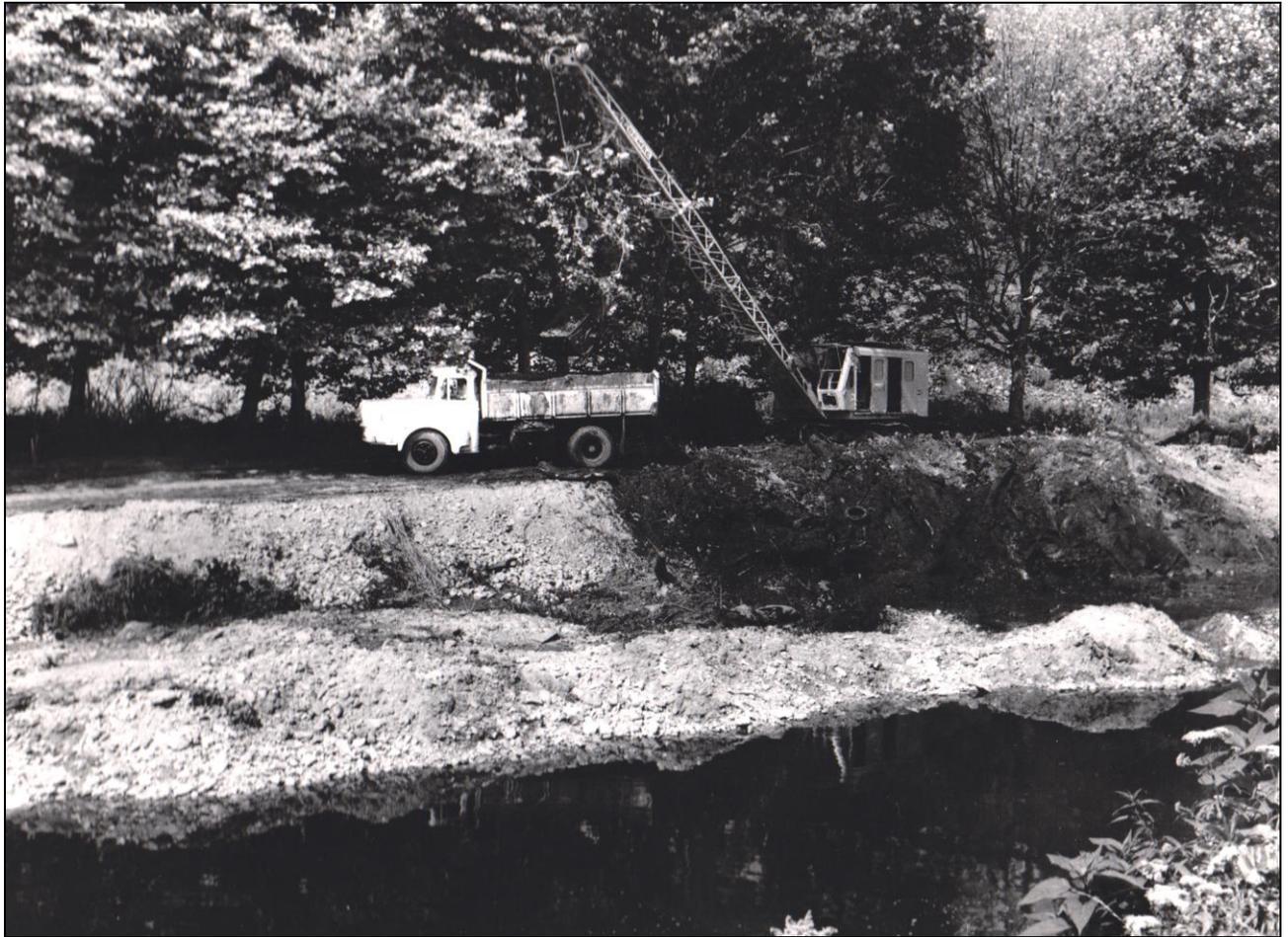
Au début mai, les ouvriers commencent à jalonner les berges de la rivière afin d'établir le tracé du fond. L'embarcation pneumatique utilisée doit effectuer des manœuvres rendues difficiles par la présence de la végétation, notamment sur la rive gauche où les buissons et les arbres forment une épaisse barrière. En juin et juillet, les engins de l'entreprise Hetzel s'activent sur le tronçon de rivière allant du stade Sainte-Anne au coude de l'ancien moulin de Ravenne. La presse d'époque et le reportage photographique contractuel réalisé par l'entreprise permettent de suivre l'avancement de ces travaux.



À la mi-juillet 1967, la presse locale donne des informations sur l'avancement du curage de l'Orne. La nature de la rive gauche (en contrebas du crassier de Haropré, à l'emplacement de l'ancien stand de tir) n'a pas permis de créer une voie d'accès pour les engins. Les deux draguelines circulent donc sur la rive droite aménagée. Elles exécutent leur tâche avec l'aide d'un bulldozer de fort tonnage qui parcourt le lit de la rivière et pousse la terre et la vase vers la berge où les godets des engins peuvent puiser et charger les camions de transport.



Chargement des camions de l'entreprise Hetzel. Depuis la route du stade, ceux-ci doivent emprunter la rue de Ravenne, le pont de l'abattoir et la rue de Haropré pour aller décharger les déblais sur le crassier situé rive gauche.



Autre cliché de l'une des draguelines, avec, en arrière-plan, la route menant de Ravenne au stade Ste-Anne.



À la fin juillet, compte tenu des désagréments causés par les navettes des camions vers le crassier (dépôts de boue inévitables sur la route et dérapages dangereux pour les deux-roues, longueur du trajet), l'entreprise décide d'aménager un passage provisoire sur l'Orne, au niveau de l'ancienne passerelle du tir. Posés sur le lit de la rivière et recouverts de terre, de gros tuyaux de ciment permettent l'écoulement de l'eau et la traversée des camions qui parviennent ainsi directement sur le crassier.



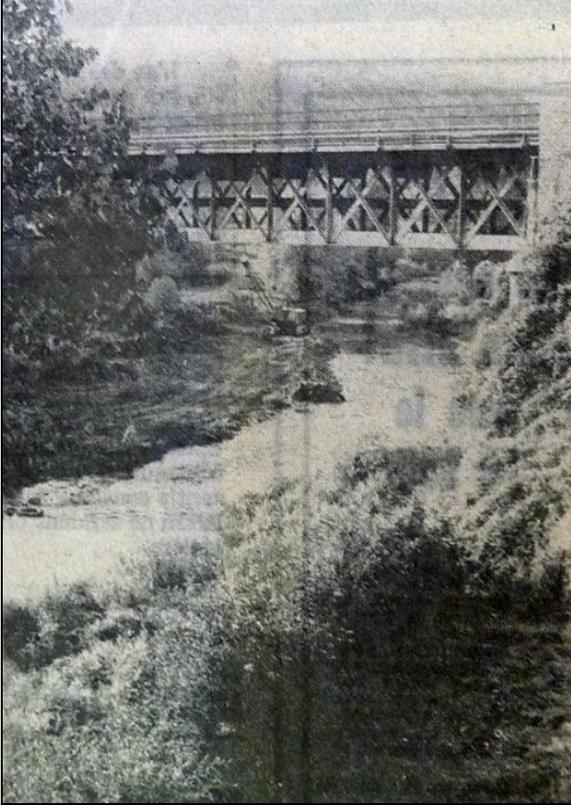
À partir du coude de la rivière où se trouvait le bief du moulin de Ravenne, les draguelines peuvent travailler à partir de la rive gauche. En arrière-plan sur la gauche, on aperçoit les maisons du quartier Mangin et de la rue de Ravenne ; derrière l'engin se détache la masse imposante du crassier haut de 10 à 15 mètres selon les endroits.



Vue de la rivière le 6 août 1967, alors que les travaux touchent à leur fin sur ce secteur de Ravenne à Ste-Anne.

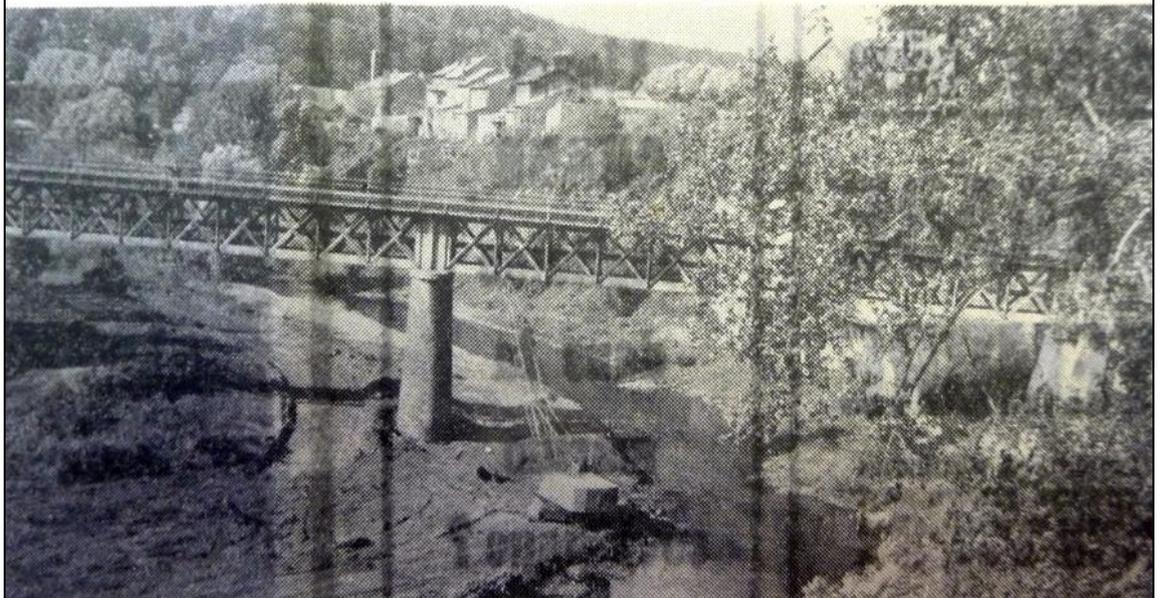
Au début du mois d'août, alors que les travaux de la première tranche (secteur de Ravenne à Ste-Anne) sont en voie de finition, l'entreprise Hetzel procède au débroussaillage des berges entre la passerelle située au bas de l'usine d'Homécourt et le Saut Pierre de Bar. À la fin septembre, les engins arrivent à proximité du pont de l'abattoir. En dépit de quelques aléas climatiques et techniques, ils achèvent le dernier tronçon entre le pont et le coude de Ravenne au cours des semaines qui suivent.

Curage de l'Orne au « Saut de Pierre-de-Bar »



Au début du mois d'août 1967, la presse locale annonce le démarrage du curage sur le secteur entre Homécourt et le vieux Jœuf. Une dragueline est à pied d'œuvre sous le viaduc ferroviaire menant au casse-fonte et à la mine du Fond de la Noue.

Déjà du changement !



Le sujet intéresse le photographe du *"Républicain Lorrain"* : trois jours après le premier article, il réalise un nouveau cliché des travaux sous le Saut Pierre de Bar.



Vue de l'Orne en cours de curage sur le coude en contrebas de la côte de l'usine d'Homécourt près du portail Nord.



Voie d'accès établie sur la rive gauche et chantier en contrebas de la Grand Rue à Jœuf.



Gros plan sur la rivière sur le même secteur après traitement du lit mineur (cliché daté 28 août 1967).



Vue du chantier à l'approche de Jœuf. Sur la gauche, le site de l'ancien casse-fonte d'Homécourt, à droite la Grand Rue et, au centre, en partie masqués par les arbres, le pont et le quartier de l'Abattoir.



Cliché du 20 septembre 1967. Le chantier se poursuit en aval du pont de l'Abattoir. On distingue à gauche les immeubles d'Haropré (le premier est achevé, le second en construction) ; sur la droite, l'arrière des maisons "Ma Villa" de la rue de Ravenne, construites entre 1954 et 1956, en partie sur un remblai malheureusement situé dans le lit majeur de la rivière. Le curage et le recalibrage réalisés au cours de l'année devra être poursuivi bien au-delà du stade Ste-Anne pour protéger davantage ces habitations.

Dans le bulletin municipal paru au 4^e trimestre 1968, le président Baillard tire les enseignements de cette première grande campagne de travaux sur le cours de l'Orne :

« L'homme de la rue, surtout l'homme de la rue de Ravenne ou de la rue Mangin, n'y croyait plus. Et pourtant cela est arrivé. Grâce à beaucoup de temps, de ténacité, disons même d'entêtement.

La première partie du curage fut effectuée l'an dernier malgré quelques orages qui perturbaient tant soit peu les travaux, une certaine période de gêne pour les habitants d'Haropré et quelques semaines de boue sur les routes.

Le résultat cependant s'en fit sentir au cours de l'hiver 1967/1968 durant lequel les bas-quartiers de Jœuf furent épargnés, alors qu'Homécourt et Auboué avaient droit à leurs inondations habituelles.

Cet hiver, les deux villes sœurs seront certainement épargnées, car malgré les contretemps, grèves de Mai, pluies trop abondantes, l'essentiel sera fait. Les principaux seuils ont été dégagés, l'élargissement et l'approfondissement du chenal se poursuivent.

De toute façon, notre rivière va retrouver et même trouver, du pont de l'Usine de Jœuf à la ferme de Serry ou presque, une profondeur, une largeur, un chenal, une possibilité d'écoulement qu'elle n'a probablement jamais eus (...) ».

Le président du S.C.R.O. achève son communiqué par l'annonce des prochains travaux programmés sur le cours de l'Orne d'Auboué vers Conflans et au-delà, jusqu'aux confins avec le département de la Meuse.

Un camion et un bulldozer enlisés au bord de l'Orne

Les pluies violentes qui se sont abattues jeudi, sur la ville, ont entraîné, hier, des perturbations dans les travaux de curage de l'Orne. Les chemins tracés par les bulldozers le long de la rivière, pour permettre aux camions de circuler, sont détrempés et glissants.

Un camion, chargé de terre, s'est enfoncé dans la boue, hier, après-midi, jusqu'à l'essieu. Des essais ont été entrepris par un bulldozer pour le tirer de là, mais l'engin s'est enfoncé à son tour, du côté de la chenille droite.

De nombreux habitants des cités de Ravenne ont suivi avec attention les efforts des ouvriers pour sortir les deux véhicules du bourbier.



Article et photo parus dans *"L'Est Républicain"* du 26 août 1967. Ce document confirme les propos du président Baillard concernant les difficultés météorologiques ayant ponctuellement entravé les travaux de curage de la campagne 1967.

Les travaux de curage en remontant le cours de l'Orne

Comme annoncé dans le bulletin municipal de fin d'année 1968, dès les années suivantes, le président du S.C.R.O. et ses collègues dirigent les efforts du Syndicat sur le cours de l'Orne en amont de Jœuf.

D'avril à décembre 1968, une deuxième tranche de travaux concerne le secteur allant du pont d'Homécourt (dit de la Java) jusqu'à un point situé à 250 mètres en aval du viaduc de l'usine Sidelor sur la commune d'Auboué (liaison ferroviaire avec la mine du Paradis). C'est à nouveau l'entreprise Hetzel qui remporte l'adjudication de ce chantier, lequel constitue une avancée conséquente dans le secteur industriel et très urbanisé de la vallée.

La troisième partie de la première tranche de travaux concerne la section allant d'Auboué à Conflans. Grâce à une adjudication favorable sur le chantier précédent, cette tranche est réalisée dans le courant de l'année 1970.

Bien qu'il ne soit pas réélu au conseil municipal de Jœuf, restant délégué pour sa commune, le président Baillard peut exprimer sa satisfaction dans le bulletin municipal paru en fin d'année 1971 :

« (...) Les résultats de ce curage n'ont plus besoin d'être prouvés. Les riverains des bas quartiers de Jœuf, Homécourt, Auboué, ont passé déjà trois hivers sans redouter comme jadis le sinistre hurlement des sirènes. La situation financière est excellente (...) À la première réunion de cette année 1971, à Jarny, M. Baillard délégué désigné par le conseil municipal de Jœuf a été réélu Président à l'unanimité des délégués des 14 communes.

*Souhaitons-lui de mener à bien la fin du curage, qui, selon les plans, doit se poursuivre cette année, de Conflans à Olley avec l'appoint du Génie rural. Malgré quelques inéluctables petits incidents de parcours, le curage va se terminer (...)*¹

¹Auteur de l'article, le président Baillard formule ainsi des souhaits pour lui-même et pour les dernières communes devant bénéficier des initiatives du S.C.R.O. On remarque au passage que les communes riveraines ne sont plus que 14 ; concernée par une seule rive sur un parcours assez restreint, Briey semble avoir quitté la structure intercommunale.

1972-1981, une décennie consacrée à des travaux d'entretien

Comme programmé, les travaux de curage, remblaiement et aménagement de la zone rurale sur les communes de Boncourt, Jeandelize, Puxe et Olley, sont réalisés en 1971/1972. Dès lors, le Syndicat consacre les 2/3 de son budget, c'est-à-dire en moyenne 20 000 Frs (environ 14 000 euros valeur 2014) pour des dépenses d'entretien, généralement effectué par l'entreprise Welsch de Valleroy.

Chaque année, le comité du S.C.R.O. vote la contribution ordinaire des communes, contribution fixée pour moitié au prorata du nombre d'habitants et pour moitié au prorata du linéaire de rive de chacune d'elles. Ainsi, au budget de 1976, avec Jarny (3624 francs), les trois communes industrielles de Jœuf, Homécourt et Auboué sont les plus importantes contributrices, versant respectivement 5221, 4671 et 2840 francs dans la caisse commune.

Avec le renouvellement municipal de 1977, désigné délégué par la commune de Jœuf, René-Louis Martin, adjoint au maire et ancien et très actif président d'une association de sinistrés lors des inondations de 1958, devient président du S.C.R.O. Son arrivée aux affaires coïncide avec la volonté d'élargissement des compétences du Syndicat dans le cadre d'un projet baptisé "*Plan vert*". Il ne s'agit plus seulement de parer aux risques d'inondations, mais de réfléchir à un véritable aménagement des berges. Avec la disparition partielle des activités sidérurgiques, il apparaît que les élus souhaitent regarder la rivière non plus comme une sorte d'"égoutti" fatalement condamné à charrier les rejets industriels et domestiques des riverains, mais comme **un trait d'union entre les quartiers et les communes**.

Le Syndicat a procédé le 14 mars 1979 à l'extension de ses compétences à l'aménagement du cadre de vie dans la Vallée de l'Orne après avoir pris connaissance, avec intérêt, des résultats d'une étude engagée par le Service de l'Équipement de BRIEY en collaboration avec la Société Bruneau-Canton de Jarny. Le dossier remis à Monsieur le Président et diffusé aux maires des 14 Communes membres concerne divers projets d'aménagement des berges de l'Orne (pistes cyclables, aires de repos et de loisirs, jeux de boules, promenades, etc...) et, également, quelques opérations d'amélioration du cadre de vie à l'intérieur du territoire des communes.

Actuellement, la Sous-Préfecture procède à la consultation des conseils municipaux, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 163.17 du Code des Communes et si toutes les conditions sont remplies, le Préfet prononcera l'extension des compétences du Syndicat. Dans cette hypothèse, le Syndicat se chargera de centraliser les projets des Conseils Municipaux de manière à présenter un projet global subventionnable, couvert par emprunt que chaque commune remboursera au prorata du volume des réalisations créées sur son territoire.

Il est très difficile, présentement, de chiffrer avec exactitude le coût global du projet. Cependant, l'Équipement a estimé à environ 2 000 000 de F les réalisations joviennes, acquisitions foncières comprises.

Extrait de l'article concernant le S.C.R.O. inséré dans le bulletin municipal de Jœuf paru au deuxième trimestre 1979. Ce passage suit un historique rapide du syndicat né en 1949 et devenu opérationnel en octobre 1966.

Douze années après les premiers travaux de curage, l'activité industrielle s'étant poursuivie sur les territoires d'Homécourt et Jœuf, la suite de l'article évoque une perte progressive d'efficacité de ces aménagements de 1967. Il faut ajouter que la partie allant du stade Ste-Anne jusqu'à la limite du territoire meurthe-et-mosellan n'a pas été traitée. Les responsables du Syndicat s'interrogent donc sur la nécessité d'un nouveau curage général, et en premier lieu sur les moyens financiers pour poursuivre leur mission.

Curage et calibrage du lit de l'Orne

Depuis quelques temps, on constate que les gros travaux de curage et de calibrage du lit de l'Orne entrepris il y a une dizaine d'années perdent peu à peu de leur efficacité. Il serait regrettable que les riverains, et notamment ceux de la zone industrielle (Jœuf-HOMECOURT-AUBOUÉ), subissent des dommages importants du fait de la montée des eaux. Il est donc nécessaire d'assurer en permanence un entretien efficace du lit de l'Orne, entretien qui s'avère toujours plus coûteux. Le Syndicat devra donc dans les années à venir se donner les moyens suffisants pour réaliser son premier objet et dans quelques années sera-t-il peut-être amené à engager un nouveau curage général.

On peut donc mesurer l'importance des réalisations du Syndicat et l'œuvre d'utilité publique qu'il accomplit depuis une douzaine d'années surtout lorsque l'on se souvient des importantes crues passées de l'Orne et des graves conséquences qu'elles engendraient pour tous les habitants des points bas de la Vallée qui voyaient leurs jardins, leurs caves et même leurs logements envahis par les eaux boueuses et les dégâts qu'elles occasionnaient. Ces travaux de curage réalisés isolément par telle ou telle commune n'auraient pas été aussi bénéfiques. C'est là que l'on prend toute la mesure de l'intérêt que présente la coopération intercommunale.

Suite et fin de l'article concernant le S.C.R.O. inséré dans le bulletin municipal de Jœuf paru au deuxième trimestre 1979. Les craintes du président R.-L. Martin vont, hélas, s'avérer justifiées au cours de l'automne 1981.

À la mi-octobre, une élévation brutale de la rivière surprend les riverains des trois communes de la moyenne vallée de l'Orne. À Jœuf, une centaine d'immeubles sont touchés : dans certaines maisons, l'eau a envahi des pièces réservées à l'habitation, dans d'autres ce sont les caves ou sous-sols qui ont été ennoyés.

La question des causes d'aggravation des crues est à nouveau posée ! La réponse est connue et relativement simple : **le secteur allant de Ste-Anne au barrage de Beth représente un véritable bouchon qui contribue à retenir les eaux arrivant beaucoup plus rapidement pour alimenter le débit de la rivière principale de la vallée.** Nul doute que les remembrements agricoles, les drainages des champs, l'urbanisation du plateau de Ste-Marie-aux-Chênes et la densification de ses zones industrielles et commerciales, ainsi que des réseaux de communication apportent des effets cumulatifs sur le secteur sensible d'Auboué à Jœuf-Ravenne.

De nouvelles alertes, survenant en mai 1983 et mars 1988, confirment la nécessité d'agir sur le dernier secteur non traité de l'Orne meurthe-et-mosellane.

Les travaux de curage de Ste-Anne à Moyeuivre (septembre à décembre 1988)

Après les élections municipales de mars 1983, les élus joviciens s'emploient à résoudre le problème des crues de l'Orne. À l'Assemblée Nationale, Mme Colette Gœuriot intervient en mai 1983 pour qu'une mission d'information soit constituée sur les inondations en Lorraine, avec pour objet de déterminer l'ensemble des causes des crues, et de proposer les solutions à y apporter. En ce qui concerne la vallée de l'Orne, la députée-maire de Jœuf évoque la nécessité de travaux concernant la rivière au-delà des limites du département de Meurthe-et-Moselle.

Au niveau du S.C.R.O, la présidence du Syndicat est désormais confiée à André Choisel, conseiller municipal jovicien. Il lui échoit la tâche compliquée de mener à bien la reprise des importants travaux nécessaires sur le cours de l'Orne. C'est dans le courant d'année 1988 que ce projet peut enfin démarrer.

Syndicat des communes riveraines de l'Orne : le « bouchon » va disparaître

Titre d'un article paru dans le "Républicain Lorrain" du 3 septembre 1988. Relatant la réunion du S.C.R.O. du mardi 31 août à l'hôtel de ville de Jarny, cet article est accompagné d'une photo des membres du S.C.R.O. en visite sur les bords de l'Orne à Conflans.



Parmi les délégués en visite "au chevet de l'Orne", le 31 août, on reconnaît deux Joviciens, MM. Yves Harmant, secrétaire du S.C.R.O. (deuxième en partant de la gauche), et André Choisel, Président du Syndicat (deuxième en partant de la droite). Cette tournée a permis de définir les travaux d'entretien ordinaires à entreprendre en 1988 : élagage à Homécourt, terre à retirer à Labry, atterrissements à Puxe et à Olley.

En ce qui concerne le "**bouchon**" de Ravenne à la limite avec la Moselle, cause de bien des inondations en période de grosses précipitations, il s'agit d'un chantier d'une toute autre importance. Les travaux ont été reconnus urgents par la D.D.E. (Équipement) ainsi que par le cabinet spécialisé "*Beture-Sétame*" de Besançon. Retenues parmi 10 adjudicataires, les entreprises associées PERTUY (filiale de Bouygues) et SPAC (de Valleroy) se voient confier les travaux de terrassement, l'évacuation de quelque 54 000 m³ de déblais, le dressage des talus et leur enrochement. Le devis de ce chantier se monte à 4,4 millions de francs (environ 1 060 000 euros valeur 2013). Pour le financement, le S.C.R.O. doit contracter un emprunt sur 20 ans auprès du "*Crédit Foncier de France*" pour un montant de 6 millions de francs (cette enveloppe couvrant également les dépenses de 830 000 francs, destinées à payer l'entreprise Richert de Metz-Borny qui doit assurer le pompage de 5000 m³/heure pour alimenter les hauts fourneaux J1 et J2).

Les travaux démarrent le 12 septembre 1988 et doivent durer 3 mois pour prendre fin le 15 janvier 1989 au plus tard. Grâce aux archives photographiques de M. André Choisel qui complètent les documents issus d'un dépouillement exhaustif de la presse d'époque, nous pouvons apprécier à sa juste mesure l'ampleur du chantier.



Vues du secteur du stade Ste-Anne près de la passerelle, avant et après curage. Sur la photo de gauche, la rivière coule au milieu d'une végétation assez dense. En partie visibles sur la droite de ce cliché, les tas de minerai déposés à quelques dizaines de mètres de l'Orne seront débarrassés dans la décennie 90.



Vues du cours de l'Orne, avant et après curage, en aval du stade Ste-Anne, avant de longer le site où se trouvent les bâtiments de l'ancien Train-Fil (Eupec) et de l'entreprise Lortub.

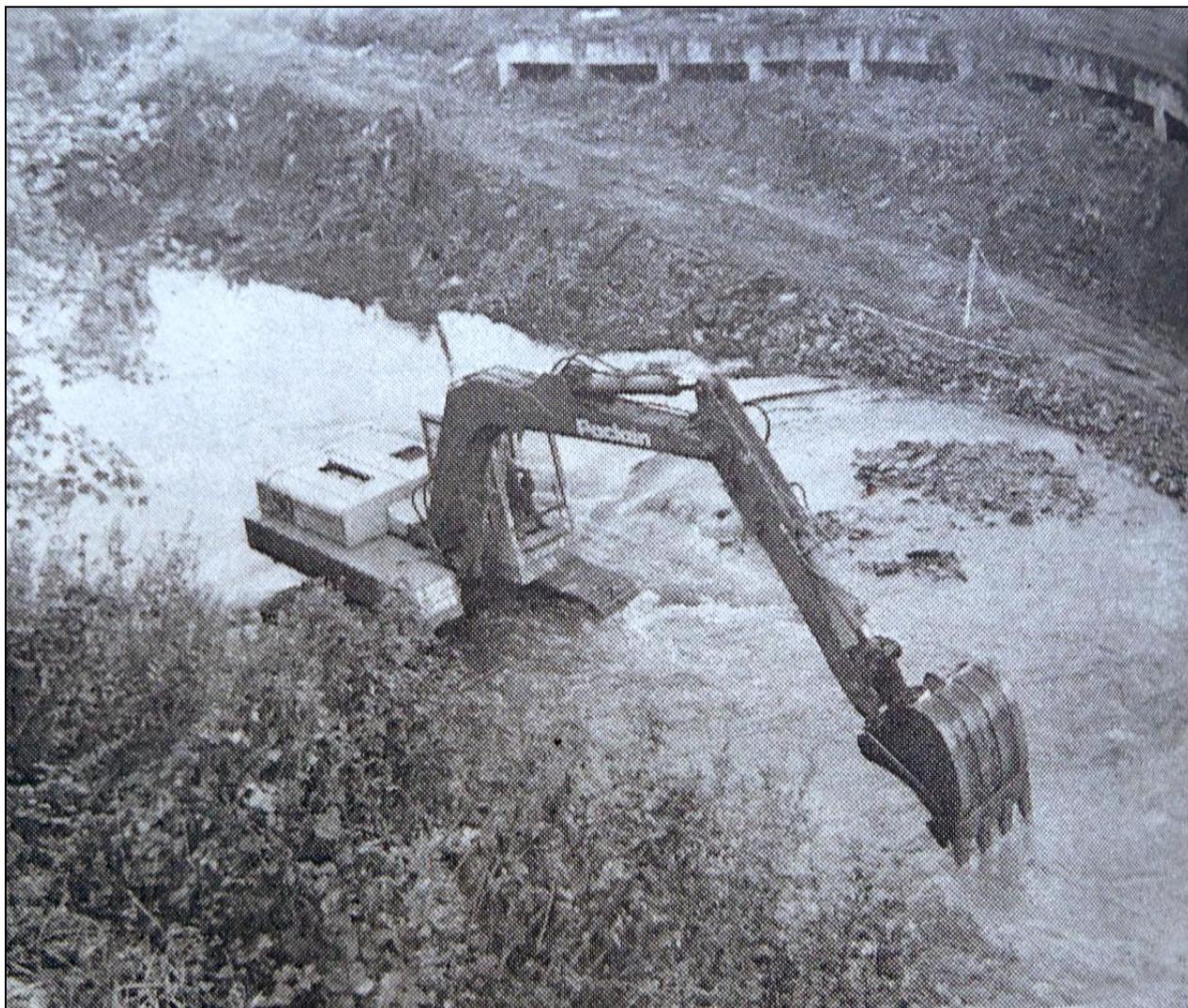


Vue des installations de chantier de l'entreprise Pertuy, établies à proximité des Grands Bureaux. Le cliché est pris depuis le pont routier situé à proximité du portier de l'usine.

Comme la rivière doit être large de 20 mètres après travaux, suit une période consacrée à l'abattage des nombreux arbres ayant proliféré sur les berges ; les travaux de curage proprement dit ayant commencé, la presse locale vient s'enquérir de l'avancement du chantier. Le samedi 15 octobre, "*Le Républicain Lorrain*" publie un article bien documenté sur le sujet :

"1,600 km pour 47 000 m³ de débris", titre le correspondant local avant de donner les détails de la "pêche" effectuée par les engins :

« Des tonnes de ferraille - Les travaux pourraient être terminés, si tout va bien, vers la mi-décembre, mais auparavant, il a fallu lever le barrage de Beth à Moyeuve pour faire baisser les eaux et créer des chemins artificiels sur les berges de l'Orne pour permettre aux camions de prendre possession des débris retirés de la rivière. Ces débris composés de terre, de poutrelles, billettes (en face de l'ancien dépôt du service laminoir de l'usine) et toutes sortes d'objets divers constituent une réserve de ferraille de plusieurs tonnes que les entreprises pourront revendre si elles le désirent (...)»



Engin au travail dans le lit de l'Orne au niveau de l'ancien parc des laminoirs. Ce cliché illustre l'article du 15 octobre 1988.

Pendant les travaux, une noria de camions sillonne la rue de Franchepré et l'avenue de la République à Homécourt, car les boues de l'Orne sont transférées sur l'ancien site des fours à coke d'Homécourt et sur l'emplacement des friches industrielles de cette localité. Sur la base d'un enlèvement de 800 à 1000 m³ journaliers, c'est un volume corrigé de 47 000 m³ de débris qui doit être retiré de l'Orne. Cela conforte bien les souvenirs de certains témoins, évoquant le curage d'une boue rougeâtre sur plus d'un mètre de hauteur au niveau du pont métallique situé près du passage à niveau de Moyeuve.

La presse locale déplore que ces travaux ne soient pas subventionnés par l'État qui "*estime plus profitables les sommes attribuées aux travaux réalisés sur les voies navigables*". La charge financière

pour les 14 communes du S.C.R.O. reste donc de 25%. Il est cependant heureux que le préfet ait accordé une dérogation afin de pouvoir débiter les travaux avant que le Syndicat puisse disposer de son emprunt.

Rappelant que la population des trois communes industrielles de la vallée a beaucoup souffert des inondations dans le passé, le journaliste formule un vœu identique à celui des responsables du S.C.R.O. : « Il faudra pourtant, pour que tout soit complet dans l'opération, que la Moselle se décide à faire curer l'Orne depuis la barrière de Moyeuve jusqu'à cette ville ; M. Choisel a déjà pris contact avec M. Hazemann, président du Syndicat des communes de l'Orne, côté Moselle, afin que les derniers hectomètres de cette rivière soient enfin nettoyés de tout ce qui retient les eaux et favorise les inondations (...) » !

Il est certain que pendant près d'un siècle d'activité sidérurgique, de même que les usines établies en amont, les anciennes installations industrielles de Moyeuve et de Jamailles bordant la rivière ont rejeté un volume important de déchets dans l'Orne mosellane.

JOEUF ET SA RÉGION

Ah, si le département de la Moselle se décidait à curer l'Orne !

Ah, si la Moselle faisait comme la Meurthe-et-Moselle a fait remarquer M. André Choisel, président du syndicat d'aménagement du bassin de l'Orne en voyant les travaux de curage de l'Orne s'arrêter dans le département voisin.

Il est vrai qu'à la hauteur du pont en fer situé à proximité de la barrière de Moyeuve, les entreprises chargées du travail doivent s'arrêter de détruire les véritables bouchons obstruant la rivière.

Le syndicat meurthe-et-mosellan a pris contact avec son collègue mosellan afin de lui demander de faire démarrer rapidement les travaux en raison de la baisse du niveau des eaux de la rivière par la levée du barrage de Bett. Les stations de pompage pour les hauts fourneaux sont en place et l'idéal serait que du côté mosellan on continue rapidement le travail entrepris. Une réunion devait se tenir jeudi soir pour décider de la conduite à tenir et M. Choisel recevra bientôt notification de la décision prise par ses collègues. Les travaux de déblaiement des boues et autres débris continuent et la visite des membres du Sabo et du Sivom ainsi que des représentants de l'équipement a permis de constater qu'ils s'achèveront dans les délais prévus. Si seulement les Mosellans se décidaient avant l'hiver, les riverains de l'Orne ne sentiraient plus rassurés.



Article et photo parus dans le "Républicain Lorrain" du 5 novembre 1988. Les entreprises approchent de la limite territoriale concernant leur contrat. Les responsables du S.C.R.O. considèrent à juste titre que, l'élan étant donné, en profitant du niveau maintenu très bas de la rivière, les travaux auraient pu être prolongés au-delà du barrage de Beth.

En reprenant les archives d'André Choisel, il est possible de se rendre compte que le visage de la rivière a été transformé ; en conséquence, les risques découlant des crues ont également considérablement évolué. Le curage de l'Orne jusqu'à Rombas est réalisé dans la décennie 90. Avec une utilisation des trois barrages de Beth, de Jamailles et de Rombas, uniquement pour réguler le niveau de l'eau, cette nouvelle donne permet enfin d'apporter une réponse favorable aux souhaits et aux efforts du président du S.C.R.O.



Vues de l'Orne curée en amont (à gauche) et en aval du pont ferroviaire menant aux sites de l'ancien Train-Fil (Eupec).



Vues de l'Orne en amont du pont routier près du portier de l'usine (actuelle Médiathèque), avant et après travaux de curage.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération, il arrive que des surprises surviennent au cours des travaux. C'est le cas au début décembre 1988 alors que le chantier touche à sa fin. Suite à d'importantes pluies tombées du 2 au 4 décembre, les eaux ont affouillé le fond en-dessous de l'une des huit piles intermédiaires de renforcement posées dans les années 50, et celle-ci s'est effondrée. La baisse des eaux consécutive aux travaux de curage réalisés en aval a permis de révéler une autre anomalie concernant l'une des piles principales. Les travaux programmés sur l'ouvrage vont devoir être plus conséquents, mais l'incident entraîne la fermeture temporaire du pont et déclenche une bataille juridique pour définir à qui revient la responsabilité des travaux à réaliser.

Conséquences de l'âge : une pile du pont de l'usine s'effondre

Lundi 5 décembre, dans le cadre du curage de l'Orne, le syndicat intercommunal (SCRO) que préside M. André Choisel, avait passé un accord avec Bail-Industrie, afin d'entreprendre des travaux sur le pont de l'usine ; les piles intermédiaires devaient être enlevées, des injections de ciment effectuées dans les piles principales et un enrobement en ciment, créé pour renforcer la tenue du pont. Il en aurait coûté 400.000 F au SCRO, Bail Industrie refusant de participer à une telle dépense.



Titre de l'article et photos d'illustration parus dans le "Républicain Lorrain" du lundi 5 décembre 1988. Une réunion de toutes les parties concernées et des élus est programmée pour ce jour même.



Vues du pont routier sur l'Orne menant au site de l'usine (entreprise GTS Industrie, puis Europipe) au début décembre 1988. Sur le cliché de gauche, on voit la pile intermédiaire tombée à l'eau ; sur celui de droite, la pile principale vieille de plus de 100 ans ne repose plus que sur quelques centimètres carrés de pierre et de débris, et semble accrochée au tablier du pont. La simple galette de béton posée comme assise sur le lit de la rivière à l'origine a été entamée suite aux remous et aux coups portés par les arbres voguant au fil de l'eau. Ces deux clichés donnent une idée très précise du goulot d'étranglement, cause d'un inévitable bouchon que représentait ce passage de l'Orne.



Autre vue du pont de l'usine en décembre 1988, depuis l'amont où les travaux de curage sont achevés. Ce cliché montre également le rôle de barrage joué par les piles et les débris accumulés à ce niveau de la rivière.



Vues du cours de l'Orne, avant et après curage, en aval du pont routier menant au site de l'usine. Les clichés sont réalisés depuis le pont.



Vues de l'Orne, avant et après curage, au niveau du gazoduc qui traversait la route de Moyeuivre un peu après le pied de la côte des Bourriques. Dans ce léger coude de la rivière, la métamorphose est saisissante.



Vues de l'Orne, avant et après curage, au niveau du parc GTS Industrie (Europipe). Nous sommes ici dans la partie du cours de l'Orne repoussé contre la côte en 1900. Sur le cliché de droite, on aperçoit la sortie des eaux d'exhaure de la mine de Roncourt et l'entrée du tunnel SNCF sous la côte des Bourriques.



Vue de l'Orne, avant et après curage, au niveau des halles des anciens laminoirs, réoccupées par l'usine à tubes (GTS Industrie puis Europipe) après l'arrêt de l'usine de Jœuf. Nous sommes à proximité de la limite avec le département de la Moselle.



À droite, vue de l'Orne à la limite du département, avec le pont métallique installé en 1957. À gauche, cliché qui atteste que le curage de l'Orne a pu être prolongé sur une partie de son cours mosellan. Dans le fond sur la droite, on aperçoit les installations des J1 et J2 qui seront arrêtés au cours des années suivantes.



Vues du barrage de Beth en amont (à droite) et en aval avant l'abaissement du niveau des eaux pour réaliser les travaux.



Vue du barrage de Beth en amont, en situation de basses eaux. Pendant les travaux, avec le barrage ouvert, une station de pompage provisoire aménagée en aval derrière des bardeaux par l'entreprise Richert de Metz-Borny assure la fourniture de 5000 m³/ heure nécessaires au refroidissement des hauts fourneaux J1 et J2.



Mécanisme de retenue du barrage de Beth vu depuis la passerelle surmontant l'ouvrage. En 1993, alors que la *"Nouvelle Division"* des hauts fourneaux est définitivement arrêtée, un incident exceptionnel et imprévu, un arbre déraciné bloquant ce mécanisme du barrage, entraîne une montée anormale du niveau des eaux en amont. L'intervention sur l'ouvrage permet un retour rapide à la normale, et des mesures sont prises afin qu'un incident semblable ne puisse plus se reproduire.

Conclusion

Pour conclure cette présentation que nous avons voulue la plus exhaustive possible, il faut constater que depuis 1988, les travaux réalisés ont atteint leur objectif et que, mis à part l'incident évoqué ci-dessus, l'Orne, curée et recalibrée, est demeurée dans son lit. Nous devons à présent réaffirmer ce que nous disions en introduction : quiconque voudrait agiter un spectre du passé pour affabuler sur un hypothétique avenir lié aux crues de notre rivière devrait d'abord avoir le courage d'effectuer un minimum de recherches sur le sujet, et ensuite faire preuve de rigueur et d'honnêteté intellectuelle dans l'interprétation et la manipulation des documents.

Sans aucun doute, courage, rigueur et honnêteté intellectuelle, qualités reconnues aux historiens que nous prétendons être, ne sont-elles pas partagées par des individus prêts à tout instrumentaliser dans des buts que nous jugeons inacceptables. Cela est aussi la raison de notre travail de recherche. En effet, si nous ne souhaitons pas participer à un débat stérile et inutile – *Il n'est pas la peine d'entamer une conversation quand l'interlocuteur part de trop loin et surtout de trop bas !* – nous avons jugé important de mettre cette étude à la disposition et au service de tous les Joviciens.

Roger MARTINOIS, président du C.P.H.J.,
tous droits réservés, février 2014.